

# Document

## Londres n'a plus d'autre choix que de tailler à la hache dans ses dépenses publiques (25.09)

### **Le Monde – 23.09.**

En août, chaque jour, la dette publique de la Grande-Bretagne s'est alourdie de 520 millions de livres sterling (575 millions d'euros). A la fin du mois, elle atteignait 804,8 milliards de livres - soit plus de 25 000 livres par famille. La dette représentait alors 57,5 % du produit intérieur brut (PIB), contre 44 % en août 2008. Le Trésor prévoit qu'à la fin de l'année fiscale 2013-2014, elle s'élèvera à 1 370 milliards de livres, soit 76,2 % du PIB. Du jamais vu en temps de paix.

Le ministère des finances anticipe pourtant une sortie de récession en 2010 et une croissance de 3,5 % dès 2011. Il a également intégré dans ses calculs la remontée du taux de TVA de 15 % à 17,5 % en janvier 2010 et la hausse du taux supérieur de l'impôt sur le revenu à 50 % en avril 2010.

Mais la charge de la dette - ce que doit payer l'Etat pour rembourser ses emprunts - va exploser, et monter de 27,2 à 63,7 milliards de livres entre 2009-2010 et 2013-2014. Tout comme le budget lié aux prestations sociales (chômage, allocations-logement...) : dans la foulée de la crise, il devrait passer de 165,6 milliards en 2009-2010 à 193,4 milliards en 2013-2014.

Dans ce contexte, les Britanniques devront sabrer dans leurs dépenses publiques. Que Gordon Brown, leur actuel premier ministre travailliste, ou David Cameron, son concurrent conservateur, l'emporte aux prochaines élections prévues d'ici à juin 2010, ils n'y échapperont pas. De ce point de vue, les deux candidats sont d'accord.

Les prévisions du Trésor - qui ont été faites lors de la présentation du dernier budget en avril mais qui sont restées confidentielles jusqu'à ce qu'elles fuitent dans la presse britannique mi-septembre - parlent pour M. Brown. Elles partent du principe que les dépenses gouvernementales - en dehors du service de la dette et de l'Etat providence - seront réduites de 9,4 % entre 2010 et 2014. Ce qui permettra de ramener le déficit budgétaire à 5,5 % du PIB en 2014, contre 12,4 % du PIB en 2010.

*"Nous n'avons pas connu cela depuis la fin des années 1970 quand le Fonds monétaire international est venu à notre secours",* juge Robert Chote, le directeur de l'Institute for Fiscal Studies (IFS), un centre de réflexion spécialisé dans le décortilage de budgets.

### **Radicalisme**

Pendant des mois, M. Brown s'est refusé à parler de "coupes budgétaires", un domaine réservé aux conservateurs affirmait-il, tandis que le Parti travailliste préférait le mot "investir". Il est vrai que la formule avait assuré la victoire du Labour aux élections de 2001 et de 2005. Mais, le 15 septembre, le premier ministre a fini par admettre ce qui était inscrit depuis avril dans les projections du Trésor : le gouvernement va *"réduire les dépenses, lutter contre les inefficacités, couper dans les budgets des programmes qui ne sont pas prioritaires"*.

M. Cameron a aussi dû amender sa position. Celui qui dirige le Parti conservateur depuis 2005 s'est évertué, pendant près de trois ans, à se différencier de Margaret Thatcher et de son radicalisme en matière de dépenses publiques. Mais quand la crise a failli mettre à bas le système bancaire britannique à l'automne 2008 et que la récession s'est installée, M. Cameron a abandonné son conservatisme compassionnel pour revenir à une version plus traditionnelle. Oubliée, sa promesse de reprendre le budget voté par ses prédécesseurs s'il était élu. M. Cameron s'est remis à parler économies et maîtrise des finances publiques. Aujourd'hui, il affirme vouloir aller plus vite sur le chemin de la réduction de la dette que le gouvernement actuel.

Pour l'heure, ni M. Brown ni M. Cameron n'ont expliqué comment ils comptent s'y prendre pour revenir à des finances plus vertueuses. Aucun des deux n'a non plus envisagé de nouvelles hausses des impôts pour financer les déficits.